

La société civile et l'approche participative au Maroc:

Les associations partenaires de l'INDH :

Cas de la province de Taza

Omar SEDDIKI

Labo des études juridiques et politiques
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales
Université Mouly Ismail - Mekhnès- Maroc

Résumé

Ma communication portera sur la pertinence de la démocratie de proximité et l'apparition de l'approche participative qui consacre la participation citoyenne. Je vais essayer de déterminer la place qu'occupe le citoyen marocain dans le processus de prise de décision et d'éclaircir l'effet des mécanismes préconisés dans le cadre de la gouvernance locale.

Certes la volonté politique de s'engager dans cette voie est une preuve tangible du changement d'attitude des pouvoirs publics vis -vis du rôle précis que doivent jouer les populations, mais en réalité l'implication du citoyen dans l'élaboration, la formulation et l'évaluation des politiques publiques reste très limitée.

Abstract

My Communication will focus on the relevance of the democracy of proximity and the emergence of the participatory approach that devotes the citizen participation. I will try to determine the place that occupies the Moroccan citizen in the decision-making process and to clarify the effect of the mechanisms recommended in the framework of the local governance.

Certainly the political to engage in this way is a tangible proof of the change of attitude of the public authorities vis -screws of the precise role that must play the populations, but in reality the involvement of the citizen in the development, formulation and evaluation of public policies remains very limited.

Introduction

Ce projet de recherche vise globalement **l'approche de la participation citoyenne** dans le cadre de **la démocratie participative** adoptée par la **constitution** marocaine comme modalité nouvelle de l'implication de la société civile dans le processus décisionnel relatif à la problématique du développement.

En effet **l'objectif principal** de cette étude serait l'examen du **rôle de la société civile** en particulier et son degré de participation à l'action publique visant le développement humain à l'échelle locale, notamment dans le cadre du programme gouvernemental de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (**INDH**). Une initiative stratégique innovante de mobilisation et de motivation des populations autour des projets de développement, et une nouvelle manière de repenser le rapport citoyen /Etat ou gouvernants /gouvernés sous l'ordre de la bonne gouvernance participative territoriale.

Pour bien **illustrer l'impact** de l'action associative sur les chantiers entrepris par l'Etat, j'ai choisi d'étudier le contexte de la mise en œuvre des projets de l'INDH en partenariat avec le tissu associatif au niveau de **la province de Taza**, comme modèle d'espace géographique marqué par la précarité, la marginalisation et beaucoup de phénomènes socioéconomiques qui limitent l'essor du développement de toute la région.

Certes, cette grande initiative nationale de la participation associative a laissé montrer **plusieurs avantages** et résultats au niveau des activités génératrice de revenus, de quelques infrastructures de base et de l'alphabétisation...etc. **Néanmoins**, un examen approfondi de la réalité laisserait découvrir plusieurs limites de cette entreprise, notamment en ce qui concerne la **faible implication de l'acteur associatif** dans le processus décisionnel.

Par ailleurs, ce constat n'allait pas **affecter** et affaiblir seulement l'efficacité des programmes de L'INDH, mais il pourrait mettre en question également toute la conception de la démarche participative et **interroger** du même coup toute l'évolution de **la transition démocratique** au Maroc et l'effort de l'instauration de la gouvernance participative, dans laquelle la société civile joue un rôle primordial.

Donc, le sujet de ma thèse s'inscrit dans le vaste contexte de **l'exercice de la démocratie participative**, puisque son objet porte essentiellement sur la détermination de **la place qu'occupe la société civile** marocaine dans la stratégie de la gouvernance participative locale.

Cependant, la recherche se veut plus pertinente et plus précise, qu'elle focaliserait sur un cas pratique de l'exercice de l'approche participative dans le processus du développement humain local au niveau de la province de Taza. Le but est de discuter l'apport des associations partenaires de l'INDH au niveau des chantiers de développement entrepris à l'échelle des communes de Taza.

Mots-clés :

Démocratie participative, associations de la société civile, INDH – Taza

-La délimitation de la recherche :

Comme il est précité, cette étude est doublement limitée :

1-Au niveau thématique, on vise l'approche participative de la **société civile** comme nouvel acteur de la bonne gouvernance local, en ciblant particulièrement l'impact et le **rôle des associations partenaires** de l'initiative nationale du développement humain (INDH) dans le processus décisionnel.

2-Au niveau spatial, le terrain d'étude est celui du Maroc en général, compte tenu de la politique gouvernementale en matière du développement des collectivités territoriales, mais la zone d'étude visée serait la province de **Taza**, dans sa double structure **urbaine et rurale**.

La problématique :

L'intérêt majeur attendu de cette recherche est **d'éclaircir la question de l'implication de la société civile** dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets du développement au Maroc, plus spécialement **l'impact des associations locales dans l'activation des initiatives du développement au niveau de la province de Taza**, compte tenu bien sur des spécificités socioéconomique et des données monographiques de cette région. Il s'agit de répondre à plusieurs questions secondaires à savoir :

- **Dans quel** contexte historique et politique se situe l'implication de la société civile marocaine dans la stratégie de la gouvernance locale ?

-**Quel** est le véritable enjeu attendu de l'implication des associations de la société civile dans les programmes de L'INDH ?

-**Quel** est le rôle joué par ces associations dans la réalisation des projets de développement et quelle est la marge d'indépendance et d'autonomie dont bénéficie l'acteur associatif local à l'égard des pouvoirs publics ?

-**Est-ce que** ces deux partenaires poursuivent les mêmes objectifs ou bien ils sont diamétralement opposés, autrement dit quelle est la nature de la relation qui les relie sur les chantiers locaux du développement ?

-**Est-ce que** les résultats de ces projets pensés par l'Etat sont en faveur de la plus large population ou bien profitent-ils à un nombre réduit d'associations choisies ? (D'où l'idée de la cooptation et de l'appropriation des forces sociales dans l'horizon de canaliser l'action associative...)

Les hypothèses à vérifier ou les attendues de la recherche :

Mon but de cette recherche est de montrer que cette action gouvernementale, qui vise la mobilisation des populations locales, a un effet limité et ne saurait être satisfaisante d'une manière durable et pour une large population. D'où la discussion des véritables objectifs recherchés effectivement par le rapprochement société civile/ pouvoirs publics sous l'INDH.

Premièrement, et d'après les observations, le but visé par les autorités n'est autre que **l'apaisement** d'éventuelles tensions sociales et **l'endigement** des mobilisations à caractère socioéconomiques qui prennent de plus en plus de

l'ampleur. D'où cette nette volonté de « **dépolitisation** » de la société civile et sa « domestication ».

Deuxièmement, il s'agit de confirmer ou infirmer l'hypothèse selon laquelle il n'y a **pas une véritable implication des associations** de la société civile Tazie dans le circuit du développement local entrepris au sein de L'INDH., il y a plutôt une manipulation et forte **instrumentalisation des associations** en vue de la « paix sociale ».

6-Méthodologie de la recherche :

Pour traiter ce sujet et essayer de porter des réponses argumentées à toutes les questions inhérentes à la problématique principale de la recherche, il est judicieux d'opter pour l'exercice de la validation empirique. Ainsi la procédure consiste d'abord à sélectionner les outils convenables à manipuler et les méthodes appropriées en vue de collecter les données du terrain et les analyser, ensuite.

Pour ce faire, on va faire appel aux méthodes suivantes :

-Outils quantitatifs : récupérer un max de **données déjà recueillies** par enquête, étude monographique de la province, différentes données statistiques, rapports INDH, grille d'évaluation.....

-Outils qualitatifs : collecter les nouvelles **données du terrain** à partir des entretiens semi directifs (semi structurés) avec différents acteurs, Focus group, observation participante en assistant aux chantiers et réunions des associations partenaires de l'INDH dans le cadre de la préparation , m'élaboration et l'exécution des projets.

Liste des personnes et organisations à interviewer :

- Parlementaires, Conseillers et élus locaux
- Associations partenaires de l'INDH
- Citoyens associatifs – focus group
- Agents d'autorités : caids auprès des communes et circonscriptions
- Président de la coordination des associations de la société civile à Taza
- Services déconcentrés locaux : la santé, l'enseignement, agriculture
- Division des affaires économiques et sociales au sein de la province
- Chambre de commerce et d'industrie
- La direction des services provinciaux auprès du conseil provincial- Taza-
- Membres des comités INDH
- Universitaires et chercheurs
- simples citoyens (citoyens lambda).
- Chefs d'équipe d'animation de quartiers ...etc.

7- le plan (provisoire) de la recherche :

1ère partie :

- *l'approche participative et la société civile au Maroc : le cadre conceptuel et la corrélation de la gouvernance territoriale / le développement local.*

2ème partie :

- *La validation empirique : l'apport des associations de la société civile partenaires de l'INDH au développement local au niveau de la Province de Taza*

9-Bibliographie :

Ouvrages :

- ABBADI, D, gouvernance participative locale au Maroc, Imp. Fedala, 2004.
- BOUSSETA Mohamed et EZZNATI Mohammed, gouvernance territoires et pôles de compétitivité, l'Harmattan 2009.
- BRYCE James, Le gouvernement par l'opinion publique Extrait de La République américaine, Paris, V. Giard et E. Brière, édition française, 1901, tome III,. Édition : 1888.
- DELHOSTE, Démocratie participative : De l'échec de l'organisation étatique à l'avenir du projet citoyen, RFDA, 2007.
- EL YAHYAOU, Yahya : Mondialisation et stratégies de communication, Edition WALILI Marakech.2002.
- FISETTE Jaques et RAFFINOT Marc, Gouvernance et appropriation locale du développement, les presses de l'université d'Ohawa.2009.
- GODBOUT Jacques. La participation contre la démocratie. Montréal Editions Saint Martin, 1986. Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983.
- HAMMADI Samir, Printemps de colère (en arabe).Edition Annajah Al Jadida .Casablanca 2012.
- KHAROUFI Mustapha : gouvernance et société civile, les mutations urbaines au Maghreb, Afrique Orient 2000.
- MASMOUDI Najib, les collectivités territoriales au Maroc entre le potentiel du marketing territorial et l'enjeu du développement local intégré (en arabe) 2004.
- PECQUEUR Bernard et ZIMERMANN Jean Benoît, Economie de proximité, Lavoisier Paris 2004.
- PERETZ HENRI, les méthodes en sociologie : l'observation. Nouvelle édition, collection repères, La découverte. Paris 2004
- SAID Rachid et LAHRACH Karim, la bonne gouvernance au Maroc et les exigences du développement humain durable. (en arabe).Edition Top presse. Rabat.2009.
- SAIDY Ahmed, le monde arabe : de la crise de la pensée politique à la paralysie de l'intelligentsia. Imprimerie Nassim, Casablanca 2015.
- SCHEMEIL, Yves. Introduction à la science politique, objets, méthodes, résultats, objectifs, 3eme édition : presses de science Po. Dalloz, 2015
- SEDJARI Ali, gouvernance, reforme et gestion du changement ou quand le Maroc se modernisera. Edition l'Harmattan2008.

Thèses :

- DALIL Mustapha, thèse : démocratie participative et développement local au Maroc.2009.
- Elbatal kamal, la gouvernance synergique: une stratégie de développement local. Cas des municipalités régionales D de comté québécoises. L'université du Québec Juin 2012.
- EL HIJRI Lamiaâ, gouvernance et stratégie territoriales : Le rôle des acteurs dans la gestion des territoires, Thèse de Doctorat ès .Nouveau Régime Sciences de Gestion de l'Université de METZ.2009.
- KHALID Farid, la personnalisation, la personnification du pouvoir et la problématique de la décision publique, thèse de doctorat en droit public, université kadi Ayad de Marakech .2005.

-Articles et conférences :

- Bherer Laurence, « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques », Participations, 2011.
- Blondiaux Loïc et Fourniau Jean-Michel, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », Participations, 2011.
- Mustapha El Mnasfi, Les effets de la participation citoyenne dans les projets urbains au Maroc : le cas de l'« INDH en milieu urbain ». Les Études et Essais du Centre Jacques Berque. N° 17 – Septembre 2013.
- ZAIR Tarik, Citoyenneté et démocratie participative au Maroc, les conditions de la construction d'un modèle, colloque sur processus constitutionnels et processus démocratiques, Marrakech 2012.

Rapports et études :

- Etude de Mohamed El Hachimi sur « la société civile et démocratisation au Maroc, grand malentendu. Edition Institut européen de la méditerranée. Juin 2014
- Etude de Bono Irene sur «Le phénomène participatif" au Maroc à travers ses styles d'action et ses normes », Les Etudes du CERI, no 166, juin 2010.
- Rapport du conseil économique social et environnemental : initiative national pour le développement humain, analyse et recommandations. Saisine n° 2 / 2013
- Rapport sur le développement au moyen orient et en Afrique du nord, de la banque mondiale : Vers une meilleure gouvernance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Améliorer l'inclusivité et la responsabilisation.2003.
- Ministère du développement social, de la Famille et de la Solidarité Secrétariat d'État chargé de la Famille et de l'Enfance (Maroc), Boîte à outils du Développement Social Contribution à la mise en œuvre de l'INDH Gestion du développement local.
- PROGOL, guide de la bonne gouvernance locale : le projet PROGOL (promotion de la gouvernance au nord du Maroc) 2004/2006.
- Publication du 28eme forum culturel de Sefrou sur : la société civile et la gouvernance territoriale.2011.
- Etude de la banque mondiale, Rapport sur le développement économique et social au Maroc, octobre 1981.

-Documents de travail :

- Charte communale : loi 78-00 portant nouvelle charte communale promulguée le 3 octobre 2002, B.O.n° 5058 du 21/11/2002.
- Constitution de 2011 B.O. n° 6492 du 18/08/2016 pp : 1325/1329
- Loi organique n° 64.14, promulguée par Dahir n° 1.16.108 du 23 chaoual (28 juillet 2016).
- Loi organique n° 44.14, promulguée par Dahir n° .16.107 du 23 Chaoual (28 juillet 2016).

-Revues :

-
- FALAISE Michelle, la démocratie participative. Promesses et ambiguïtés. Cité par Patrick SAVIDAN in démocratie participative et conflit. Revue de métaphysique et de Morale N° 58.
 - DALIL.M, démocratie participative et développement local au Maroc, in REMALD n° 73/2011.
 - JALLAL Nourricier, au-delà de l'expérience de transition démocratique au Maroc et en Afrique du sud : Biopouvoir et avenir de la démocratie. Publié in revue Elqabas, juillet 2012.
 - SAVIDAN Patrick, Démocratie participative et conflit, Revue de métaphysique et de morale, 2008/2-n°58.
 - TALPIN Julien, Y. SINTOMER, « La démocratie délibérative et la question du pouvoir », numéro spécial de la revue Raisons politiques, juin 2011.
 - ZIDOURI .F. les collectivités locales : démocratie de proximité et gouvernance sociale, in revue Massalik, N° double 9 et 10 .2009.
 - ZINDDINE Mohamed, la gestion communale et la démocratie participative, in revue Massalik N° 11 et 12. 2009
 - Les nouvelles formes de gouvernance et le développement économique, revue OCDE, 2004.
 - Conduire les politiques de développement régional, les indicateurs de performances, revue OCDE, 2009.
 - La collectivité territoriale, la régionalisation avancée et l'enjeu de la bonne gouvernance.revue Massalik (en arabe) n° 29/30 de 2015.